

question au ministre des Finances. Comme, d'après des déclarations récentes, la taxe de vente sur les matériaux de construction a rapporté au gouvernement environ 165 millions de dollars l'an dernier, soit 90 millions de plus que l'aide directe accordée à la construction de logements à loyer modique, ce qui semble aller à l'encontre des préoccupations du gouvernement en matière de logement, le ministre songerait-il à abolir cette taxe?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si l'hypothèse de mon ami est exacte, cela signifierait que plus de la moitié du montant perçu serait attribuable à la construction commerciale plutôt qu'à la construction domiciliaire. Lorsque nous aurons l'intention d'apporter les changements qu'il suggère, j'annoncerai la nouvelle à la Chambre de la manière habituelle.

M. Alexander: J'ai une question supplémentaire pour le ministre. Étant donné que les taux d'intérêt influent sur le coût des logements plus que tout autre facteur et que le ministre d'État chargé de l'habitation, a indiqué qu'en collaboration avec le ministre, il a évalué tous les programmes propres à accroître les prêts hypothécaires et à diminuer les taux d'intérêt, sans oublier que la crise du logement actuelle serait la pire depuis la guerre, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a pris une décision? Sinon, quand pouvons-nous prévoir une annonce à cet égard?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, sauf erreur, le député veut savoir quand les taux d'intérêt vont baisser. De faibles réductions ont eu lieu. Hier, les billets du Trésor ont été émis à environ un demi-point de moins que la semaine précédente, mais les taux d'intérêt ne seront pas vraiment maîtrisés tant que l'inflation ne sera pas jugulée. J'espère que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre appuieront nos mesures anti-inflationnistes.

M. Alexander: Vu la grande inquiétude manifestée par le ministre pour ceux qui ne semblent pas être en mesure de se loger et vu le fait qu'il semble presque impossible pour eux de devenir propriétaires à cause des propositions du Livre blanc qui indiquent...

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. Le député voudrait-il poser sa question supplémentaire?

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, ma question est la suivante. Le ministre voudrait-il étudier sérieusement le retrait des maisons familiales de la proposition du Livre blanc au sujet des plus-values de capital?

L'hon. M. Benson: J'ai dit et redit, depuis que le Livre blanc a été publié que le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer les profits réalisés sur les maisons ordinaires au cas où le Parlement promulguerait un impôt sur les plus-values.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ÉTUDE PORTANT SUR LES BASES—L'EXAMEN DES RECOMMANDATIONS

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Quand prévoit-il que l'étude sur les bases inutiles que mène actuellement son ministère lui sera remise?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, nous en sommes à la dernière étape de l'étude. Je pense pouvoir prendre une décision définitive probablement au début de juin ou à la fin de mai.

M. Rowland: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il donner l'assurance à la Chambre qu'un comité de la Chambre ou un organisme public aura l'occasion d'étudier les recommandations de ce rapport avant leur mise en application par son ministère?

L'hon. M. Cadeux: J'ai été, je crois, autorisé à agir dans les limites d'un budget déterminé. Pour y arriver, il me faut prendre certaines décisions qui, à mon avis, relèvent de l'exécutif. Dans le cas présent, comme dans les cas antérieurs, nous consulterons les autorités locales. Nous avons annoncé que pour toute décision nous donnerions un an de préavis ainsi que six mois de préavis aux employés visés, et nous comptons nous conformer à cette pratique.

LES TRANSPORTS

COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES CHEMINOTS ITINÉRANTS QUI SE FONT PORTER MALADES

L'hon. D. S. Harkness (Calgary Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Les employés des chemins de fer préposés aux trains en Colombie-Britannique continuent-ils à se faire porter malades en grands nombres, et ce comportement a-t-il nui au transport des céréales, du charbon et d'autres denrées dans la région?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Selon les derniers renseignements dont je dispose, le différend, si l'on peut l'appeler ainsi, a été réglé, une solution